

MOUVEMENTS DE PROTESTATION

Les étudiants s'expriment

Hier, des rumeurs faisaient état d'une marche pacifique des étudiants à Alger. L'appel lancé par des étudiants sur Facebook n'a pas été entendu. Mais l'atmosphère reste toujours tendue.

Rencontré à l'entrée de la Fac centrale, Fateh, étudiant en 3e année interprétariat, est satisfait que ce rendez-vous ait avorté. «Si la marche pacifique des étudiants avait eu lieu, elle aurait certainement été récupérée par ces jeunes de quartiers motivés par les actes de vandalisme et de pillage», explique-t-il.

Et de poursuivre : «Les étudiants ne sortiront pas dans la rue sans être encadrés par les organisations estudiantines qui sont elles-mêmes affiliées à certains partis politiques.»

Il assure, par ailleurs, que cette révolte a été pré-dite par des experts. «Le jeu a été calmé grâce à la qualification de l'équipe nationale de football au Mondial. Mais les jeunes ont fini par reprendre conscience. Et c'est l'explosion!».

Fateh affirme que durant la dernière décennie, «notre pays a enregistré un nombre de détournement, de fonds qu'on n'a jamais connu auparavant, même pas durant les années du terrorisme. Les réserves de change n'ont jamais été aussi importantes en Algérie, alors que paradoxalement, la pauvreté a atteint des proportions alarmantes».

Pour leur part, Mourad et Mohamed, étudiants en 2e année interprétariat, affichent leur soutien pour ces manifestations tout en se démarquant de la violence. «Nous sommes contre les actes de vandalisme et de pillage qui ont touché des biens publics et privés.

Ces pertes ne pénalisent que le simple citoyen», déplorent-ils, avant d'émettre le souhait de voir ce mouvement de protestation concerner toutes les catégories de la société.

«Tout le monde doit adhérer : les étudiants, les enseignants, les salariés... pas uniquement les jeunes chômeurs qu'ils ont fini par qualifier de voyous», concluent-ils.

Rym Nasri

MALAISE SUR LE FRONT SOCIAL

Place aux grèves ?

La contestation sociale a repris de plus belle en ce début 2011. Trois importants secteurs sont au bord de l'explosion. La santé, le transport maritime et l'habitat, qui risquent de connaître dans les prochains jours une paralysie totale.

Abder Bettache -Alger (Le Soir) - Les dockers de la capitale, qui jusque-là ont observé trois journées de grève, promettent de renouer avec la contestation dès cette semaine. Le syndicat des paramédicaux affilié à la fédération UGTA, a décidé de croiser avec la tutelle. Un préavis de grève a été voté à l'unanimité des cadres syndicaux, lors d'une réunion qui s'est tenue mercredi dernier, sous l'égide de la Fédération nationale des travailleurs de la santé. Il a été déposé hier. Ce recours au débrayage est «la conséquence directe de la sourde oreille du premier responsable de la santé aux doléances des paramédicaux».

Cet appel à la grève, selon les représentants des travailleurs, fait suite à «la lenteur dans l'élaboration du statut particulier et autre régime indemnitaire», alors que le ministre de tutelle n'a cessé d'annoncer en grande pompe «une revalorisation imminente des salaires des travailleurs de la

santé». Des propos auxquels les syndicalistes du secteur ne croient nullement, ce qui les a poussés à décider le recours à la grève. Pour rappel, conformément à la loi et à l'accord conclu lors de la bipartite de septembre 2006 entre le gouvernement et la Centrale syndicale, les augmentations salariales dans le secteur de la Fonction publique devraient intervenir suivant un processus et des échanciers bien précis.

Il s'agit, en premier lieu, de finaliser les négociations entre le partenaire social et l'employeur sur la question du statut particulier, avant d'aborder la dernière ligne droite, à savoir le régime indemnitaire. Sept statuts particuliers encadrent les travailleurs de la santé.

On cite notamment les statuts de l'enseignant-chercheur hospitalo-universitaire, des fonctionnaires appartenant au corps des administrateurs des services de santé, des psychologues de la santé publique, des fonctionnaires

appartenant aux corps des praticiens médicaux généralistes de santé publique, des fonctionnaires appartenant aux corps des praticiens médicaux spécialistes de santé publique, et des physiciens médicaux de santé publique.

Détermination des dockers

La grève au port d'Alger s'est poursuivie jeudi dernier pour la troisième journée consécutive. La rencontre entre les grévistes et la direction n'a rien apporté de nouveau ; une autre, qualifiée de «dernière chance», est attendue pour cette semaine. Hier, les dockers ont repris partiellement le travail, tout en promettant de renouer avec la protestation. Le trafic de marchandises a connu, hier, une forte perturbation et ce, malgré une légère reprise. L'activité au niveau des mûles 3, 4, 5 et 7 était totalement à l'arrêt. En revanche, au niveau des quais 1 et 2, le service était assuré normalement.

Selon les grévistes, quelque 900 dockers ont observé la grève alors que du côté du syndicat, on parle d'une centaine de grévistes. Il faut préciser que le syndicat

d'entreprise n'adhère nullement à la démarche des protestataires, qu'il qualifie d'acte isolé et inattendu, et qu'il refuse d'approuver.

Pour lui il est, en effet, impensable de revenir sur un accord passé entre le syndicat et la direction de l'EPAL. Mais les grévistes ne veulent rien entendre. Leur détermination était grande.

Par ailleurs, on indique que le secteur de l'urbanisme n'est pas en reste de toutes ces perturbations qui connaissent le monde du travail. Selon des indiscrétions syndicales, le désaccord profond entre les syndicalistes du secteur affiliés à la Fédération de l'urbanisme et de l'habitat pourrait déboucher sur un bras de fer aux conséquences incalculables.

En effet, les mêmes sources ajoutent que les multiples doléances exprimées par les représentants des travailleurs n'ont trouvé aucune suite favorable auprès du premier responsable du secteur. Le spectre d'une paralysie du secteur plane. Nourredine Moussa pourrait faire face à une première épreuve sociale depuis sa nomination à la tête du département de l'habitat

A. B.

LES LYCÉENS ONT REPRIS LE CHEMIN DES CLASSES

Les événements du week-end reviennent sur toutes les lèvres

Dans la matinée d'hier, le calme est revenu dans l'ensemble du quartier de Bab-El-Oued et les commerçants rouvraient leurs magasins les uns après les autres. Les lycéens du quartier, à l'instar de ceux du lycée Emir-Abdelkader, ont repris les cours après les violentes émeutes qui ont secoué le quartier pendant plusieurs jours. Ayant été aux premières loges du déroulement des événements du week-end, ils ont exprimé hier leur colère et aussi leur angoisse en optant pour les plaisanteries et les boutades entre amis.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Une ambiance particulière régnait hier au quartier de Bab-El-Oued, où les jeunes sont sortis crier leur colère durant trois nuits consécutives. Si les commerçants ont presque tous rouvert hier leurs magasins, les rues de ce quartier populaire n'ont pas connu l'affluence habituelle. Les enfants ont rejoint les écoles et les lycéens, dont la plupart étaient surveillés comme le lait sur le feu par leurs parents durant les émeutes, ont aussi repris les cours. Ceux du lycée Saïd-Touati, à proximité du Triolet, ont toutefois été renvoyés chez eux dès dix heures du matin en raison de tra-

vaux de réfection au sein de l'établissement. Le lycée a été saccagé et incendié au cours du week-end par les émeutiers. Plus loin, en face de la Direction générale de la Sécurité nationale, la rentrée après le week-end a aussi eu lieu au lycée Emir-Abdelkader.

A 11h du matin, à la sortie du lycée, le sujet des émeutes a alimenté la majorité des conversations et des plaisanteries fusaient ça et là entre les jeunes. «Alors tu as fait la guerre !» s'exclame une lycéenne à l'intention de son camarade, qui s'est mis à l'écart car n'appréciant pas la remarque. «Ils sont nerveux aujourd'hui, ils ont eu

du mal à résister à la pression de ce qui s'est passé dans la rue et aussi aux recommandations de leurs parents qui ont peur qu'il ne leur arrive quelque chose», explique Kenza, qui s'empresse de reprendre sa conversation avec ses camarades. Un groupe de garçons ouvre également une conversation sur les événements des trois derniers jours. Ils ont choisi de taquiner un de leurs camarades. «Le voilà, c'est lui qui a volé les chaussures de sport, viens ici ce n'est pas la peine de t'enfuir.»

Le lycéen ignore leurs taquineries et descend les escaliers en les sommant de s'occuper de leurs affaires. «J'ai été presque séquestré à la maison par ma mère qui avait peur que j'aille dans la rue. Je voulais seulement espionner, voir un peu se qui se passait dans le quartier. Tous mes amis sont pourtant sortis», dit Mohamed, chahuté par ses camarades. «Dans notre quartier, au niveau de la Haute-Casbah, tout était calme, il n'y a

pas eu d'émeutes mais nous sommes quand même allés voir ce qui se passait à Bab-El-Oued et au Triolet. Cela n'a pas été facile de se faufiler jusque là-bas», témoigne Reda. Les lycéens préciseront que les parents de la plupart d'entre eux leur ont recommandé la prudence pour cette rentrée du début de semaine.

«Pas question pour moi de faire les cours de soutien cette après-midi, ma mère me l'a interdit. Dans mon quartier, les jeunes étaient très en colère et personne ne pouvait les arrêter ces derniers jours. Ma mère redoute la reprise des émeutes dès le crépuscule. L'atmosphère est toujours tendue du côté des Trois-Horloges.» La reprise au niveau des lycées s'est faite donc hier sous le signe de l'angoisse des parents et de la curiosité d'un certain nombre de lycéens, taraudés par l'envie de sortir dans la rue, ne serait-ce que pour «voir ce qui se passe».

F-Z. B.

SELON LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

45 établissements ont été saccagés

Selon le ministère de l'Éducation nationale, 45 établissements scolaires entre CEM, lycées et écoles primaires ont été touchés, à des degrés différents, par les émeutes qui ont secoué, depuis mercredi passé, plusieurs villes du pays.

Selon un responsable du ministère de l'Éducation, dès le début des émeutes, «la tutelle a pris attache avec les directeurs de l'éducation pour un suivi de la situation» et ses éventuelles répercussions sur les établissements scolaires. «Selon un dernier point de

situation effectué hier matin en présence du ministre de l'Éducation, les Directions de l'éducation en collaboration avec les collectivités locales ont procédé à la remise en état des établissements scolaires saccagés.» Le responsable précisera que sur les 1900 établisse-

ments d'enseignement secondaire 21 ont été touchés ainsi que 20 CEM sur 5000 et 4 écoles sur 18 000.

Des entreprises ont été sollicitées pour commencer les travaux de réfection depuis le week-end, selon notre interlocuteur qui ajoute que les établissements ont pu accueillir les élèves hier matin, à l'exception de deux lycées dans la wilaya de Béjaïa. Il s'agit des lycées Derguina et Kherrata «où les

parents ont refusé d'envoyer leurs enfants, craignant la reprise des émeutes».

Par ailleurs, selon le ministère de l'Éducation, «la nouvelle Inspection générale de la pédagogie a instruit les inspecteurs de matières au niveau national d'assurer avec les enseignants un suivi du déroulement des cours. Ceci notamment pour les classes d'examen».

F-Z. B.